



Intervention URI AuRA congrès confédéral de Bordeaux 22 juin 2026

Intervention lue par Sylvain DESOIGNIES

Chères ami·es, chères camarades,

L'URI Auvergne-Rhône-Alpes commence son intervention par un salut solidaire à l'ensemble des équipes de bénévoles coordonnées par l'URI Nouvelle Aquitaine qui, à l'image des équipes du congrès de Lyon il y a quatre ans, nous accueillent dans des conditions climatiques extrêmes, inquiétant point commun qui nous rappelle que l'emballement de ces épisodes caniculaires est une conséquence évidente du changement climatique, qu'ils ont un impact sur la santé et les conditions de travail, et que le climat doit devenir un objet de dialogue social et de négociation collective.

Au-delà de cette similitude, nous apprécions le bilan de la mandature en mesurant notamment les changements et évolutions que nous constatons depuis 2022, comme autant d'effets produits par les actions que nous avons menées ou par les moments structurants que nous avons vécus.

A ce titre, évoquons les mobilisations contre la réforme des retraites qui ont constitué une part importante de l'activité interpro de cette période, avec au plus fort du mouvement près de 35 points de mobilisation par journée d'action en Auvergne-Rhône-Alpes. Nous en tirons deux enseignements : en interne, la CFDT a trouvé un puissant souffle militant, rassemblant plusieurs générations, capable de conduire fièrement dans la rue pendant près de quatre mois, la plus grande contestation sociale de ces dernières décennies. Une unité d'action qui a renforcé notre cohérence et dont nous avons mesuré l'efficacité en termes d'adhésions. Cet épisode rappelle que lorsque le constat est largement partagé (ici celui d'une réforme profondément injuste), le syndicalisme apparaît encore

et toujours

comme un lieu incontournable pour porter la voix du monde du travail, et bénéficie du soutien de l'opinion publique.

Le second enseignement, c'est que l'obstination politique à faire aboutir cette réforme a été le point de départ d'une crise démocratique non résolue à ce jour, et qui pourrait trouver une accablante issue en 2027. Car oui, décider de ne pas entendre près de vingt millions de voix, a renforcé la défiance vis-à-vis des institutions, des corps constitués dont les syndicats sont les principales forces, ouvrant un espace à des discours qui opposent et simplifient, sur le registre « nous en bas » contre « vous en haut ». Sur ce point, nos pratiques syndicales doivent rester une boussole. Nous avons une responsabilité à ne pas laisser ces logiques s'installer dans nos propres échanges.

Cette mandature aura également permis de nommer une réalité vécue par beaucoup, la fatigue militante, et d'en désigner un des facteurs : les effets « décalés » des ordonnances Macron de 2017. Il a fallu deux cycles électoraux pour analyser que la fusion des instances, les nouveaux périmètres des CSE, la réduction des moyens en temps pèsent de manière pérenne sur la mise en œuvre de l'action syndicale et sur les collectifs. Le chantier Fabrique du changement a mis en avant la nécessité de travailler sur la formation des collectifs, ou de développer des accompagnements ARC. Cela a mobilisé les URI dans la formation des accompagnants. En Auvergne-Rhône-Alpes, cela représente 42 accompagnants et accompagnantes formées depuis 2022.

Ce que nous constatons c'est qu'une proportion importante des accompagnements concernent des problématiques relationnelles au sein des sections ou entre sections et syndicat. Des situations où il devient plus difficile d'entrer dans une logique de résolution de conflits, parfois faute de formation, parfois par reproduction de situations ^{de violences ordinaires} vécues au travail, parfois sous l'effet de tensions accrues entre objectifs et moyens. La conjonction de ces facteurs constitue un terreau propice à l'accélération d'un recul du sens du collectif, et du sens politique des responsables qui déplacent l'énergie de l'action syndicale vers la gestion des conflits interpersonnels.

Or si la CFDT a toujours su faire vivre des désaccords, la conjoncture actuelle favorise l'opposition des individus plutôt que celle des idées. Ce qui doit nous alerter, c'est que certaines manières de faire, hier encore inacceptables, deviennent peu à peu banales. Ce glissement ne concerne pas uniquement le débat public mais peut aussi affecter nos relations militantes si nous n'y prenons pas garde.

Citons Edmond Maire, qui dans cette même ville, Bordeaux en 1985 dans un congrès tendu, disait qu'il fallait prendre à bras-le-corps les sujets difficiles, sans les contourner. Mais qui mettait aussi en garde contre la confusion et les assimilations abusives dans le débat interne qui fragilisent l'organisation : on peut être en désaccord, mais pas en déformant les positions ni en sortant du cadre collectif. « Le danger, ce n'est pas l'opposition... c'est la manière dont elle se construit. »

Alors continuons à débattre, à ne pas être d'accord sur tout. Mais prenons aussi la mesure de la période que nous vivons, et de ses conséquences pour notre organisation. ^{vous l'affirmez, ici} ~~Parce qu'on~~ ne pourra pas durablement assumer des responsabilités accrues avec des moyens, des fonctionnements et des équilibres qui resteraient inchangés. C'est une question de responsabilité collective.

Merci de votre attention, bon congrès.